

## **Communiqué de presse**

---

Berne, le 27 mai 2024

### **Assemblée générale de cemsuisse**

## **Pour être prospère et climatiquement neutre, la Suisse a besoin de ciment – et la production de ciment a besoin de conditions-cadres compétitives**

**L'industrie suisse du ciment est prête à mettre en œuvre l'objectif zéro émission nette en matière de politique climatique. Elle a toutefois besoin de conditions-cadres adéquates et compétitives. Si elle ne dispose pas d'une sécurité des investissements et d'une quantité suffisante d'énergies renouvelables, elle ne réussira pas à relever ce défi. La politique et la société sont également appelées à agir.**

Dès son allocution de bienvenue, le président de cemsuisse, **le conseiller national Gerhard Pfister**, a clairement indiqué que les défis auxquels l'industrie suisse du ciment serait confrontée à l'avenir demeureraient importants. De nouvelles technologies sont nécessaires pour capter, stocker ou réutiliser le CO<sub>2</sub> qui est toujours émis lors de la fabrication du ciment. Pour cela, il faudra investir plusieurs centaines de millions de francs par cimenterie dans les années à venir. Cela est impensable tant que l'on ne dispose pas d'une énergie renouvelable suffisante, de services de transport et de logistique adéquats et de conditions-cadres compétitives pour faire face aux concurrents des pays membres et non-membres de l'UE. L'industrie du ciment a besoin de sécurité en matière de planification et d'investissement, notamment par le biais de mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), qui garantissent des conditions de concurrence équitables pour l'industrie du ciment et les importateurs suisses.

**Peter Richner**, directeur adjoint de l'Empa, a précisé dans son exposé que le béton et le ciment n'étaient pas seulement des émetteurs de CO<sub>2</sub>, mais qu'ils constituaient aussi la solution permettant de relever le défi climatique à l'avenir. Avec l'initiative de recherche «Mining the Atmosphere», l'Empa montre une voie permettant d'extraire l'excédent de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et de l'utiliser par exemple comme matériau de base pour les agrégats de béton. Il est ainsi possible de produire un béton au bilan CO<sub>2</sub> négatif, tout en conservant ses propriétés inégalées en matière de durabilité, de flexibilité et de recyclage.

Lors d'une table ronde animée par **Rainer Maria Salzgeber**, le «premier citoyen du pays», le **président du Conseil national Eric Nussbaumer**, et l'historien **Markus Somm** ont discuté des bases sur lesquelles se bâtit le succès économique, social et écologique de la Suisse. La création de valeur, des innovations du secteur privé et des logements abordables n'auraient pas été possibles en Suisse sans les investissements clairvoyants des décennies précédentes dans des infrastructures durables telles que des ponts, des voies ferrées, des routes, des barrages ou des infrastructures énergétiques, ni sans un approvisionnement en grandes quantités des matériaux de construction nécessaires à cet effet. Si la Suisse et sa population reposent sur des fondations solides et se portent bien sur le plan économique, c'est aussi grâce à la robustesse de ses infrastructures de base. Les économies développées ne pourront pas se passer de ciment et de béton à l'avenir non plus. La densification des constructions ou le développement des infrastructures et des énergies renouvelables dépendent de ce matériau de construction durable.

Les institutions politiques telles que l'État de droit et la liberté sont en quelque sorte le «béton politique» de la Suisse. Elles sont également durables, extrêmement fiables et génératrices de valeur ajoutée et de prospérité. La démocratie directe agit ici comme un liant, comme le ciment dans le béton.

Dans son discours de clôture, le **président Gerhard Pfister** a souligné une fois de plus qu'il fallait accorder une grande importance aux conditions de production en Suisse. Certes, l'industrie du ciment couvre en premier lieu les besoins nationaux en ce matériau de construction le plus important de notre époque et elle sera également en mesure de le faire à l'avenir en raison des réserves nationales de matières premières. Cependant, il est absolument essentiel de prendre au sérieux les défis de l'industrie, notamment en matière de politique climatique et énergétique, en garantissant l'égalité des chances face aux concurrents des pays non membres de l'UE avec des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières. Dans le cas contraire, la concurrence déloyale risquerait d'entraîner une délocalisation de la production vers des pays ayant une politique climatique moins ambitieuse, ce qui ne profiterait ni à l'industrie ni au climat.

**Pour vos questions:**

Stefan Vannoni, directeur

Tél.: 031 327 97 97 / e-mail: stefan.vannoni@cemsuisse.ch

*Des photos de l'assemblée générale, ainsi que le rapport annuel actuel seront bientôt disponibles sur Internet ([www.cemsuisse.ch](http://www.cemsuisse.ch)).*